



Celle qui est depuis de longues décennies appelée « la coopération au développement » est essentiellement apparue au 20^e siècle, après les indépendances des régions colonisées dans l'hémisphère Sud. En 2024, le monde a radicalement changé et les anciennes politiques de coopération laissent la place à une solidarité renouvelée.

INTRODUCTION

La solidarité ne perd pas mais gagne

≡ Pierre Coopman, rédacteur en chef de Défis Sud ≡

Certains pays s'étaient libérés au 19^e siècle déjà, mais partout, la présence des anciens gouvernements colonisateurs du Nord restait visible. Ils étaient encore là pour aider au « développement », le plus souvent en suivant le modèle en vigueur dans leurs pays et largement à leur profit.

Progressivement, cependant, des organisations des sociétés civiles des États du Sud et du Nord commencèrent à proposer d'autres modèles, des formes alternatives et plus équilibrées de liens de solidarité entre les peuples. En Belgique, la genèse de ces organisations, qu'on appellera non-gouvernementales (ONG), remonte à 1964. Humundi (anciennement SOS Faim) en faisait partie dès cette époque.

Soixante ans plus tard, les débats autour de la décolonisation toujours inachevée n'en finissent pas d'animer l'engagement des jeunes qui rejoignent l'action des ONG comme Humundi. Le bien fondé de nos actions passées est parfois remis en question par les nouvelles générations, mais un dénominateur commun relie les « seniors et juniors » qui se côtoient au sein de nos organisations : le besoin de solidarité avec les pays du Sud global, avec les actrices et

acteurs de changement où qu'elles et qu'ils soient. Ce besoin n'a pas disparu. Il est même plus nécessaire que jamais.

Dans ce mini-dossier, nous proposons une radioscopie des situations actuelles dans deux parties de continents où Humundi est active depuis des décennies : l'Amérique du Sud et l'Afrique de l'Ouest. Les contextes d'aujourd'hui ne sont pas reluisants, les impacts des changements climatiques sur l'agriculture, entre autres, sont très négatifs. Il faut résolument s'engager dans la voie des transitions agroécologiques, ne pas laisser tomber les bras et ne pas abandonner la solidarité. Nos articles démontrent que la solidarité n'est pas anachronique, sa réinvention est même plus que nécessaire, le passage de flambeau entre les générations doit avoir lieu. Sur la route, la solidarité nous a apporté de petites et de grandes victoires, partagées avec les organisations de la société civile d'Afrique et d'Amérique latine, réinventant nos regards sur le monde et renouvelant nos engagements en les élargissant à de nouveaux enjeux. Au bout du temps long, la solidarité ne perd pas, elle gagne. Elle est le seul chemin possible pour relever les défis globaux et accélérer une transition globale de nos systèmes alimentaires. ≡

Les pays de l'Amérique du Sud ne font plus partie des pays les plus pauvres de la planète. La Belgique a supprimé ses aides au développement bilatérales. De nombreuses ONG y restent toutefois actives. Elles se justifient par la persistance d'inégalités fortes et les impacts des changements climatiques qui touchent en particulier les zones rurales. Il s'agit également de continuer à renforcer les sociétés civiles locales dans des pays où le contexte politique est difficile.

AMÉRIQUE DU SUD

Des **raisons** pour continuer

≡ Un article de Marc Mees, ancien responsable de la gestion des connaissances chez Humundi (anciennement SOS Faim Belgique). Illustrations de Marmelade ≡

Les relations entre la Belgique et les pays d'Amérique du Sud remontent à la première moitié du 19^e siècle. En effet, à la suite de l'éclatement du Royaume uni des Pays-Bas, en 1830, les commerçants et industriels d'Anvers, de Liège, de Verviers, de Gand et de Bruges perdaient leur accès assez facile aux colonies hollandaises tant en Indonésie que dans les Antilles et le Surinam. Pour garantir l'approvisionnement indispensable en matières premières et retrouver des marchés pour ses produits industriels, le nouvel État belge se réorienta alors vers les anciennes colonies de l'Espagne et du Portugal, qui pour la plupart venaient d'acquiescer leurs indépendances au cours des trois premières décennies du 19^e.

Ces relations économiques se sont prolongées dans les domaines de l'éducation et de la santé, avec de fortes implications des sociétés civiles. À titre d'exemple, un universitaire belge, Georges Rouma a joué un rôle fondamental au début du 20^e siècle dans la consolidation du système éducatif en Bolivie. Elizardo Pérez, considéré comme le fondateur de l'éducation paysanne en Bolivie, était son élève.

Bien plus tard, essentiellement à partir des années 70 et 80, la plupart des ONG belges

tisseront des liens motivés par la solidarité avec les sociétés civiles en lutte contre des dictatures.



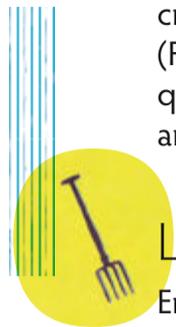
Le temps politique

Durant les années 1980, les principales interventions avaient donc un caractère nettement politique dans des pays comme la Bolivie et le Chili frappés par des dictatures.

En Bolivie, les appuis étaient orientés vers un réseau d'ONG locales clairement créé par un parti d'opposition, le MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*) dirigé par Jaime Paz Zamora qui sera finalement président du pays de 1989 à 1993. Le MIR a suscité l'existence de ces structures sur une base régionale, par exemple le Cedeagro (*Centro de Desarrollo Agropecuario y Agroindustrial*) à Cochabamba a permis à des ONG d'être à la pointe du processus de décentralisation initié au début des années 1990 dans le pays.

Le Chili, quant à lui, a suscité une immense solidarité à partir du coup d'État de Pinochet en 1973. Les coopérations belge et européenne ont canalisé des fonds importants via les ONG, en soutien à la société civile chilienne. Humundi (anciennement SOS Faim) a ainsi soutenu une coordination d'or-

Durant les années 80, les principaux partenariats avaient un caractère nettement politique.



crédit local par l'ouverture de garanties bancaires internationales. Ce programme de garanties a débouché en 2004 sur la création d'une entité autonome, le Fogal (Fonds de garantie pour l'Amérique latine), qui opère encore aujourd'hui dans 3 pays andins (Bolivie, Equateur et Pérou).

Le tournant agricole

En 1996, Humundi (anciennement SOS Faim) prend une option importante qui fait encore partie aujourd'hui de son ADN : une priorité absolue est accordée au monde rural et agricole. Cette évolution a une influence importante sur le type de partenaires soutenu par l'association. Les organisations et coopératives de producteurs agricoles deviennent ainsi les partenaires privilégiés. Les agriculteurs sont au centre du dispositif.

Au Pérou, la région de la « *Selva central* » (région subtropicale située au centre du Pérou) devient un pôle important d'appui, surtout à des coopératives de producteurs de café, comme La Florida, Pangoa et Satipo. Ces entités ont été créées par des migrants internes venus des zones andines pendant les années 1950 et 1960 et qui ont investi la région, tout en étant attentifs à des collaborations avec les indigènes natifs Ashaninkas. Les coopératives collectent, traitent et commercialisent le café de manière collective. Le début de ces partenariats a lieu dans un contexte très particulier et difficile, celui de la présence de mouvements révolutionnaires et terroristes : le Sentier Lumineux et le MRTK. Pendant cette période, plusieurs leaders paysans ont été enlevés et assassinés et de nombreux dégâts matériels ont ralenti la croissance des coopératives.

En Bolivie, le tout premier partenaire agricole d'Humundi fut l'Association nationale des Producteurs de Quinoa (Anapqui), un partenariat qui a démarré dès les années 1980 et s'est poursuivi pendant près de 20 ans. Avec les producteurs de ce grain emblématique des hauts-plateaux andins, Humundi a sillonné tous les maillons de la chaîne : amélioration des techniques de production pour lutter contre les problèmes d'érosion et de fertilité des sols, tri et traitement de la production ; mise en place d'une unité de transformation de quinoa (pâtes et biscuits) et enfin, commercialisation groupée essentiellement tournée vers l'exportation.

organisations locales fondée sur la défense des droits humains sous l'égide d'*American Friends Service Committee*. Plusieurs actions ont en particulier été menées autour de la ville de Temuco (sud du Chili), auprès de la minorité d'Indiens mapuches.



La solution économique ?

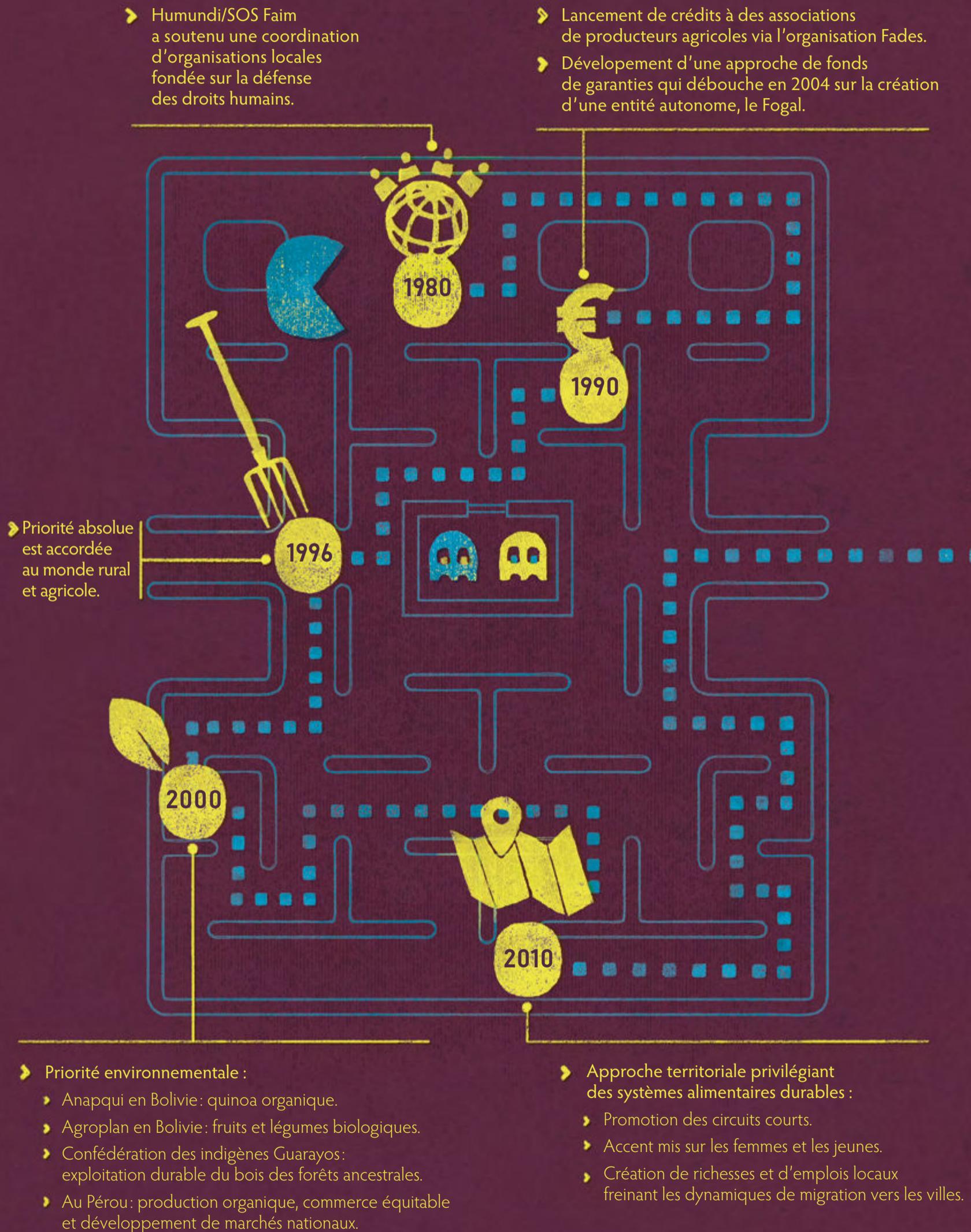
Les années 1990 seront marquées par un virage économique. Au niveau des ONG, c'est l'essor du financement alternatif et de la microfinance. Humundi (anciennement SOS Faim) s'y lancera dans plusieurs pays d'Amérique du Sud. À titre d'exemple, on peut citer Cipdel (*Centro de Ingeniería para el Desarrollo*) au Pérou, ONG spécialisée dans le crédit aux micro-entreprises des secteurs défavorisés de Lima, mais aussi dans le département amazonien de Madre de Dios.

En Bolivie, Humundi a soutenu le lancement de crédits à des associations de producteurs agricoles via l'organisation Fades (*Fundacion para Alternativas de Desarrollo*). Fades a également promu en 1993 la création de la coordination des organisations financières rurales en Bolivie, Finrural. Le tout premier numéro de notre revue Zoom Microfinance a d'ailleurs été consacré à une étude d'impact des crédits octroyés par Fades¹. Sans doute l'une des toutes premières études d'impact en microfinance.

Dans les années 1990 également, Humundi (anciennement SOS Faim) a développé une approche de fonds de garanties, notamment en Bolivie : il s'agissait de faciliter l'accès au

¹ Fades – BOLIVIE, Zoom Microfinance n°1, juillet 2000. <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-fr-etudes-de-cas-fades-bolivie-07-2000-zoom-microfinance.pdf>.

Évolution sensible de l'approche d'Humundi en Amérique du Sud





Le virage vert

Ce virage a lieu dès la fin des années 1990, en premier lieu avec Anapqui en Bolivie et l'appui à la production de quinoa organique, une réponse à la demande des marchés internationaux, mais également aux difficultés environnementales rencontrées localement. En effet, avec le succès du quinoa à l'exportation et l'augmentation de la demande, les conditions de production se dégradent dans le cadre d'une pression de plus en plus intensive sur des sols fragiles, à faible couche d'humus, sensibles à l'érosion éolienne et abîmés par les tracteurs.

En 1996,
une priorité absolue
est accordée au monde
rural et agricole.

Ce virage vert, c'est aussi la mise en œuvre du Programme de quinoa naturelle (Proquinat), une tentative de généralisation de la production de quinoa biologique avec une association plus systématique entre agriculture et élevage.

En Bolivie également, plusieurs initiatives durables sont lancées dans le département de Santa Cruz. C'est le cas d'Agroplan à Samaipata pour la production de fruits et légumes biologiques.

Une autre initiative importante est prise avec la confédération des indigènes Guarayos au nord de Santa Cruz pour l'exploitation durable du bois des forêts ancestrales, avec l'élaboration et la mise en application d'un plan portant sur une rotation de quarante ans pour les différentes parcelles.

Au Pérou, plusieurs coopératives de producteurs de quinoa du département de Puno initient également une production organique. Mais c'est clairement dans les secteurs

du café et du cacao que les principales actions sont entreprises, le plus souvent en combinant la production organique et les principes du commerce équitable. Cette double démarche permet d'assurer un prix de vente garanti sur le marché tout en répondant à la demande grandissante pour ce type de produit.

Tant le quinoa que le café et le cacao ont dans un premier temps été tournés quasiment essentiellement vers les marchés d'exportation, mais récemment, les mêmes partenaires producteurs se sont investis dans le développement de marchés nationaux.



La priorité au développement des territoires

À partir des années 2010, des programmes de développement territorial sont mis en œuvre, en associant différentes dimensions : promotion des circuits courts, valorisation des ressources locales, articulation des différentes parties prenantes publiques (municipalités, régions) et privées (associations, coopératives, ONG). Un accent particulier est souvent mis sur les femmes et les jeunes, avec à la clé la création d'emplois locaux freinant les dynamiques de migration vers les villes.

Ces actions de développement territorial rural nécessitent l'existence d'un « chef d'orchestre », d'un facilitateur des synergies et de collaborations entre la variété d'acteurs présents sur le territoire. Des organisations d'appui jouent ce rôle, comme c'est le cas de l'ONG *Ciudadanía* (qui signifie citoyenneté) à Cochabamba en Bolivie ou de l'*Asociación Arariwa* à Cusco au Pérou².

Mais pourquoi continuer des appuis en Amérique du Sud ?

Le rapide parcours ci-dessus permet de tracer une évolution sensible de l'approche d'Humundi en Amérique du Sud, partant de choix clairement politiques dans des contextes de dictatures pour évoluer vers des dimensions économiques, sociales (partenariats avec les organisations paysannes) et puis environnementales, avec

² Dynamiques paysannes N°45 - Le développement territorial / novembre 2018.

comme dernière étape une approche territoriale privilégiant des systèmes alimentaires durables. Mais ces différentes étapes ne sont pas exclusives ni excluantes.

Actuellement, c'est en réalité une combinaison de différentes approches qui fait l'ADN d'Humundi :

- / **Approche partenariale** : processus de co-construction avec les associations partenaires de terrain ;
- / **Approche écologique** : soutien aux agricultures paysannes en favorisant les pratiques agroécologiques ;
- / **Approche sociale** : amélioration des conditions de travail des acteurs ruraux et agricoles et accès pour tous à une alimentation saine ;
- / **Approche économique** : revenus décents, accès au financement et promotion de circuits de commercialisation équitables et durables ;
- / **Approche politique** : des systèmes alimentaires durables au centre des politiques publiques ;
- / **Approche inclusive** : participation aux décisions de l'ensemble des parties prenantes, en particulier les jeunes et les femmes.

Alors que les pays de ce sous-continent ne font plus partie des pays les plus pauvres de la planète, les coopérations internationales ont sensiblement diminué, voire pour certaines supprimé leur soutien. C'est le cas de la Belgique au niveau bilatéral.

Cela justifie la présence de nombreuses ONG parce que ces sociétés restent marquées par de profondes inégalités qui se traduisent notamment par l'indice de Gini qui mesure les différences de revenus et de richesses. L'Équateur se situe au 21^e rang mondial, la Bolivie au 46^e et le Pérou au 55^e. Mais si on considère spécifiquement les zones rurales, la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle continuent à frapper 40% de la population rurale au Pérou.

Il s'agit également de continuer à soutenir les sociétés civiles locales dans des pays où le contexte politique reste difficile et complexe.

En Équateur, les dernières élections se sont déroulées dans un climat d'insécurité

C'est dans le café et le cacao que les principales actions sont entreprises.

et de violence politique imposé par les bandes liées au crime organisé international (narcotrafic).

Le Pérou traverse depuis 2017 une période d'instabilité politique et institutionnelle, notamment liée à différents scandales de corruption ayant fragilisé la classe politique péruvienne et à des relations conflictuelles entre le Congrès et le pouvoir exécutif.

La Bolivie gouvernée à gauche pendant 14 ans par Evo Morales a connu une crise politique majeure en 2019. La société reste polarisée politiquement entre la gauche et la droite. Cette polarisation est également géographique entre la Bolivie andine et les plaines de Santa Cruz, le poumon économique du pays.

Enfin, plus largement, partout en Amérique latine et au-delà, comme le mentionnait récemment la revue *The Conversation*, « l'aide pourrait être beaucoup mieux consacrée à l'adaptation au changement climatique et à appuyer la cohésion des communautés vulnérables. Les nations riches et les organisations doivent écouter et apprendre des populations locales, appuyer leurs projets et leur permettre d'atteindre leurs potentiels »³. ☰

Rédaction : Marc Mees

³ « International development can tackle the climate and migration crises together », Nathan Einbinder (University of Plymouth), *The Conversation*, 2024. <https://theconversation.com/international-development-can-tackle-the-climate-and-migration-crises-together-229022>

Face à la situation politique et sécuritaire actuelle au Sahel, les ONG occidentales interrogent le sens des actions qu'elles ont mené dans cette région durant quelques décennies. Nous rééditons ici un article d'Olivier Genard, responsable du Service Appui aux Programmes et Plaidoyer pour l'ONG belge Iles de Paix. Le titre initial de cet article, récemment réactualisé, est «*L'Occident enlisé dans les sables mouvants du Sahel*». Après une analyse contextuelle, considérant le fait que «*la majorité des ONG occidentales disposent d'une grande autonomie d'action et sont loin d'être la simple extension de leurs gouvernements*», l'auteur explore le rôle potentiel de ces organisations dans le contexte de crise au Sahel.

AFRIQUE DE L'OUEST

Crise au Sahel : le rôle potentiel des ONG

≡ Un article d'Olivier Genard (Iles de Paix). Illustrations d'Alain Corbel ≡

Depuis maintenant plus de dix ans, la région sahélienne traverse une crise profonde. En effet, des groupes armés affiliés à l'État islamique et à Al Qaida y mènent une guerre asymétrique qui n'en finit pas de déstabiliser la région. Ainsi, rien qu'au Burkina Faso, on comptabilise pratiquement deux millions de personnes déplacées internes. Au Mali, puis au Burkina Faso, les régimes en place n'ont pas résisté et ont été renversés, en 2021 et en 2022, par des coups d'État portés par des militaires se considérant plus aptes à gérer la situation. En juillet 2023, le renversement du Président Bazoum au Niger est qualifié de «*coup d'État de trop*» par une partie des États voisins dont le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Ces derniers ont un temps brandi la menace d'une intervention militaire de la Cedeao pour rétablir l'ordre constitutionnel à Niamey avant de se résoudre à quelques sanctions économiques. Ceci a amené le

Mali, le Burkina Faso et le Niger à annoncer leur retrait unilatéral et sans délais de la Cedeao le 28 janvier dernier après avoir mis en place une nouvelle structure d'intégration régionale dénommée Alliance des États du Sahel (AES).

C'est dans ce contexte que l'on assiste par ailleurs dans les capitales sahéliennes à la manifestation d'un sentiment particulièrement hostile à la France. Dans les marches de soutien aux militaires qui ont pris le pouvoir, des dizaines de milliers de jeunes scandent des slogans anti-français et anti-occidentaux. Tandis que les accusations contre le néocolonialisme occidental pleuvent, des drapeaux russes font leur apparition comme symbole de l'anti-impérialisme aux yeux de ceux qui les hissent. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont d'ailleurs tous opté pour un renversement spectaculaire de leur alliance avec la France et les États-Unis pour se tourner



© Alain Corbel

vers la Russie qui leur apporte désormais un soutien militaire massif. Et à la suite de la récente élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence du Sénégal, tous les observateurs se demandent si ce pays va emprunter la même voie ?

Pour concevoir l'avenir de nos relations économiques et de notre coopération au développement avec les pays du Sahel, il est important de comprendre comment on en est arrivé là ? C'est à cette question que nous allons tenter d'apporter quelques éléments de réponse dans cette analyse.

Les accusations contre le néocolonialisme occidental pleuvent, des drapeaux russes font leur apparition.

Aux origines de la crise

Aux origines de la crise que traverse le Sahel, il y a tout d'abord, au tournant des années 2000, la présence au sud du Sahara de djihadistes algériens. C'est ainsi que, Mokhtar Belmokhtar, ancien du Groupe islamique armé (GIA) et premier chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), a commencé à déployer ses activités en Mauritanie et au Mali dès 2005. Mais de nombreux observateurs, tant locaux qu'internationaux, concordent pour dire que la chute en 2011 du régime de Kadhafi en Libye a été un catalyseur de la crise que le Sahel traverse aujourd'hui. En effet, l'intervention de l'Otan dans ce pays a malheureusement ouvert une boîte de pandore que le président libyen tenait, à sa façon, soigneusement fermée. Loin de chanter les louanges de Kadhafi, il s'avère que l'intervention occidentale dans ce pays, sur fond de printemps arabe, a littéralement mis le feu aux poudres en Afrique de l'Ouest. Les diverses factions rivales qui subissaient l'autorité de Kadhafi ont alors retrouvé leur pleine autonomie. Les armes récupérées au cours du conflit ont commencé à alimenter des trafics en tous genres sur lesquels sont venus se greffer

divers mouvements djihadistes locaux liés, de près ou de loin à Al Qaïda ou à l'État islamique. Le Mali et le Niger ont été les premiers à en faire les frais.

Ainsi, dès 2012, le Mali a commencé à subir des attaques de ces divers mouvements. Leur objectif : déstabiliser l'État par une guerre asymétrique, de sorte à pouvoir mener divers trafics d'armes et de drogue en toute impunité. En janvier 2013, alors qu'une colonne de djihadistes est à la porte de Bamako, le pouvoir en place au Mali est sauvé *in extremis* par l'opération Serval des militaires français. Toutefois, malgré cette intervention et la présence jusqu'en 2022 du contingent militaire français de l'opération Barkhane, les attaques ponctuelles sur les représentants de l'autorité et même sur des civils ne s'arrêtent pas. Bien au contraire, ces mouvements prendront progressivement de l'ampleur jusqu'à venir lécher la frontière nord du Burkina Faso.

En 2015, profitant du changement de régime de l'État burkinabè, les mouvements djihadistes se sont alors implantés dans ce pays. Venant de la frontière nord, les « groupes armés terroristes », comme on les appelle au Burkina Faso, ont progressivement étendu leur toile le long de la frontière du Niger, à l'est du pays, et plus récemment à l'ouest. Aujourd'hui, peu de zones du pays sont indemnes et les confrontations armées se répètent de façon quasi quotidienne.

Les leviers internes de la crise

La crise que traverse aujourd'hui le Sahel est étroitement liée au contexte international. Mais on ne peut s'en tenir à cette lecture simpliste qui voudrait que ces causes soient strictement externes. Il existe aussi des leviers internes à la déstabilisation des pays de la région.

Ainsi, une étude du réseau d'éleveurs Billital Maroobé, publiée en 2021, explique comment la marginalisation des communautés d'éleveurs de la région sahélienne a généré un terrain fertile pour les groupes armés. En résumé, les politiques de développement se sont essentiellement focalisées sur les populations sédentaires et, ce faisant, ont négligé certains groupes dans la population. Dans un contexte de démographie galopante qui conduit à une réduction de l'accès à la

De quelles bottes sont chaussées les ONG ?

Dans un article consacré au décolonialisme au Sahel, paru sur AOC Media en février 2024¹, l'anthropologue français et nigérien Jean-Pierre Olivier de Sardan écrit que « l'industrie du développement, son occidental-centrisme évident, son hyper-bureaucratisation, ses « modèles voyageurs » et projets « top-down » ou l'arrogance dont font parfois preuve ses experts internationaux ne signifient pas pour autant qu'elle chausse les bottes de la colonisation. Il ne faut pas tout mélanger. Banques de développement, organisations des Nations unies, multiples agences bilatérales, ONG internationales petites et grandes, structures régionales : tous ces intervenants hétéroclites, qui ont entre eux de nombreux désaccords et des divergences notables, ne peuvent être regroupés sous une même accusation de néo-colonialisme (...)

(...) L'affirmation que rien n'a vraiment changé et l'oubli corrélatif de toute perspective historique, c'est-à-dire de toute périodisa-

tion, ne permettent pas de comprendre les phénomènes complexes et les dynamiques internes qui ont fait l'Afrique durant ces 60 années. C'est le propre des simplifications abusives (et des idéologies, de droite comme de gauche, du Nord comme du Sud) que de gommer les nuances, homogénéiser les hétérogénéités, aplatir les différences dans le temps et l'espace, refuser de prendre en compte les contre-exemples. »

Selon le journaliste, écrivain et docteur en sociologie sénégalais El Hadj Souleymane Gassama, cité par de Sardan, « La réification du fait colonial est si forte qu'elle tend à enfermer toute l'histoire du continent dans ce temps unique, omettant l'extraordinaire diversité de cette chronologie, ses souverainetés propres, ses essences inviolées. Mais plus encore, elle somme toute la création d'être en réaction avec ce fait colonial, délaissant la nécessaire autoscopie ».

¹ Au Sahel, un décolonialisme militaire, Jean-Pierre Olivier de Sardan, jeudi 29 février 2024, <https://aoc.media/analyse/2024/02/28/au-sahel-un-decolonialisme-militaire/>

terre, et de changement climatique qui réduit l'accès aux ressources naturelles (pâturages, réserves d'eau), les éleveurs disposent de moins en moins de marge pour mener leurs activités. Leur mobilité est entravée et les conflits avec les agriculteurs se multiplient. En définitive, la crise du pastoralisme nourrit le recrutement de jeunes éleveurs par les groupes armés djihadistes, ce qui nourrit à son tour les violences dont les communautés d'éleveurs sont les premières victimes. La crise du pastoralisme redouble alors avec le risque que cela approfondisse encore la crise sécuritaire.

De même, au nord du Mali, les jeunes Touaregs qui se sentent délaissés par l'État central sont fortement tentés de rejoindre temporairement des groupes djihadistes. Selon des personnes interrogées, « on gagne très bien à travailler pour ces groupes ».



**SALAIRE MENSUEL MOYEN
D'UN MALIEN : 58 000 FCFA
(88 EUROS).**

**UN COMBATTANT
POUR LE GSIM PEUT GAGNER
TROIS FOIS CE MONTANT.**



© Alain Corbel

Alors que le salaire mensuel moyen d'un Malien est de 58 000 FCFA (88 euros), être combattant pour le GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), une organisation d'idéologie salafiste djihadiste, formée en 2017 au Mali, peut signifier gagner trois fois ce montant soit 150 000 FCFA (229 euros).

Face à la crise sécuritaire, les autorités du Mali et du Burkina Faso ont opté pour la mise en place au sein de la société de groupes d'auto-défense ou forces suppléatives de l'armée. C'est ainsi qu'au Burkina Faso les autorités militaires actuellement au pouvoir ont décidé de recruter et de mobiliser 50 000 volontaires de défense de la patrie (VDP) pour mettre fin aux attaques des groupes djihadistes. Cette stratégie qui favorise la circulation d'armes dans les mains de personnes faiblement préparées induit toutefois un risque élevé d'exactions et de communautarisation du conflit.

La radicalisation anti-occidentale

Dans un contexte devenu particulièrement hostile à leur égard, les militaires français ont été sommés de se retirer du Mali puis du Burkina Faso et enfin du Niger. Force est de constater que l'armée française a désormais perdu une grande part de sa crédibilité aux yeux des sahéliens malgré les efforts consentis et les pertes en vies humaines au

sein de son contingent. Il faut dire que pour les militaires français engagés sur le terrain, le problème était complexe.

Difficile en effet de faire la part des choses entre les populations rurales et les djihadistes bénéficiant de soutien au sein de certains villages. Aussi, pour éviter les bavures, les militaires de l'opération Barkhane ont opté pour une patiente stratégie de renseignement visant à débusquer et éradiquer les cellules terroristes qui se dissimulent dans les profondeurs du Sahel. Malheureusement, cette façon de procéder, trop lente aux yeux de certains observateurs locaux, a progressivement généré une forme de frustration à l'égard des Français, suspectés de ne pas prendre réellement le problème à bras le corps et accusés de manque de collaboration avec les armées locales. Et de la suspicion à la théorie du complot, il n'y a qu'un pas que certains médias pro-russes ont bien vite fait d'exploiter sur les réseaux sociaux. Ainsi, d'innombrables messages circulant sur des groupes Facebook, Whatsapp et Télégram ont accusé la France d'entretenir la déstabilisation du Sahel pour mieux exploiter ses richesses. Et cela a fait mouche auprès des populations urbaines qui n'ont pas compris l'incapacité d'une des plus grandes armées du monde à résoudre leur problème rapidement.

Maintenant que les militaires maliens, burkinabè et nigériens ont totalement pris la main sur le conflit contre les djihadistes,

leur défiance vis-à-vis des Occidentaux se renforce compte tenu du refus de nos pays à leur vendre des armes. Cela est pourtant compréhensible. Bien que nos gouvernements aient tout intérêt à lutter contre l'expansion des mouvements djihadistes au Sahel, ils sont évidemment tenus de respecter le traité des Nations unies sur le commerce des armes qui interdit notamment leur transfert lorsqu'il y a un risque qu'elles soient utilisées pour des attaques contre des civils et des violations des droits de l'homme.

Or, au Mali comme au Burkina Faso, ce risque est malheureusement avéré comme cela a été mis en avant par l'enquête des Nations unies sur les exactions commises à Moura du 27 au 31 mars 2022. Il en va de même au Burkina Faso où l'armée burkinabè est pointée par Amnesty International dans le massacre de Karma survenu le 20 avril 2023, pour lequel l'ONU attend toujours une enquête impartiale. Tout cela est évidemment difficile à entendre pour les populations de Bamako, de Ouagadougou et de Niamey où les autorités entretiennent désormais le sentiment anti-occidental en se plaignant de façon récurrente du refus de nos pays à leur vendre des armes.

Mais la principale cause du sentiment anti-occidental qui prend corps dans les capitales sahéliennes, c'est sans doute celle du désœuvrement d'une grande partie de la jeunesse, confrontée à un manque de perspectives d'avenir et à des inégalités toujours plus criantes. En effet, cette jeunesse qui représente pratiquement 65% de la population est dans sa grande majorité confrontée au manque de formation professionnelle adaptée aux réalités de la région et par conséquent à l'absence de perspective de travail rémunérateur. Nombre de ces jeunes survivent dès lors en menant de petites activités de commerce informel qui leur permettent à peine de joindre les deux bouts. Or ces mêmes jeunes savent, via les réseaux sociaux qu'ils consultent assidument, que plus de 40% de la population sahélienne vit sous le seuil de la pauvreté alors que la région exporte de l'or, du pétrole et de l'uranium.

Comme le mentionnait Colette Braeckman dans un édito du journal *Le Soir*, les jeunes de Bamako, Ouagadougou et Niamey savent que le Niger bénéficie du triste privilège d'avoir été choisi comme point d'arrêt de l'exode venu du Sud, un rôle jadis confié à la Libye, avant que l'élimination de Kadhafi

libère les mouvements djihadistes qui terrorisent aujourd'hui leurs pays. Ils n'ignorent rien du sort des migrants engloutis dans la Méditerranée. Ils savent aussi que la France a longtemps fait tourner ses centrales nucléaires avec de l'uranium extrait du sous-sol nigérien alors que leurs villes peinent à s'approvisionner en électricité. Ils savent enfin que leurs pays sont les premiers à souffrir de l'impact d'un changement climatique dont les pays riches et industrialisés sont à l'origine.

Il n'en faut évidemment pas beaucoup plus pour nourrir un sentiment d'injustice, ce que les agents de désinformation pro-russes, dans le contexte de confrontation avec l'Occident, se sont employés à faire de façon particulièrement efficace sur les réseaux sociaux. Un sentiment d'injustice sur lequel les nouveaux régimes putschistes surfent également pour fonder leur légitimité aux yeux de la jeunesse, en arguant notamment que la France est à la manœuvre pour les déstabiliser, ou encore que l'élite au pouvoir dans leur pays depuis des décennies, à la solde des Occidentaux, doit être reléguée aux oubliettes du passé.



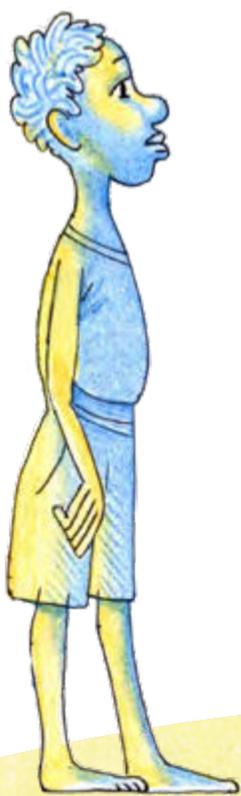
La crise du pastoralisme nourrit le recrutement de jeunes éleveurs par les groupes armés jihadistes.

En fin de compte, on constate aujourd'hui au Sahel une dévalorisation de l'idéal démocratique. De fait, les pouvoirs en place, plus ou moins bien élus, voire pas élus du tout, soutenus par leurs partenaires occidentaux, ont tellement dévoyé la pratique de la démocratie électorale par la fraude, par l'achat de consciences, par la corruption, qu'aujourd'hui cette démocratie passe aux yeux des jeunes Africains pour un produit d'importation périmé. Et c'est ce qui fait que ceux-là même qui ont rejeté des pouvoirs dictatoriaux peuvent acclamer aujourd'hui les putschistes.

L'Occident enlisé dans les sables mouvants du Sahel

Face à la situation de crise qui prévaut au Sahel, nos gouvernements sont bien en mal pour décider de l'attitude à prendre. Intervenir, même à bas bruit, pour soutenir un retour vers la démocratie passera pour une nouvelle tentative néocoloniale et alimentera mécaniquement la rhétorique putschiste. Mais soutenir les militaires récemment installés au pouvoir, c'est courir le risque d'encourager des régimes liberticides et de se rendre complices d'exactions. Enfin, se retirer purement et simplement, c'est abandonner des populations civiles qui restent en proie aux violences de la crise sécuritaire, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, c'est s'exposer à

La poursuite d'un dialogue est essentielle.



l'installation à long terme des djihadistes qui auront tôt fait de se servir du Sahel comme base arrière pour attaquer nos pays comme ils l'ont déjà fait depuis la Syrie, et d'autre part, à un renforcement dans cette région du monde de l'influence anti-occidentale de la Russie. Ainsi, l'Occident est aujourd'hui enlisé dans les sables mouvants du Sahel. Et à chaque mouvement, le risque est fort de s'y enliser davantage.

Une chose est certaine : le Sahel est devenu le terrain de jeu des puissances étrangères, au premier rang desquelles la Russie, qui assure la sécurité des régimes putschistes et orchestre des campagnes de désinformation massive aboutissant à l'éviction des forces occidentales. C'est une tendance lourde, dont Américains et Européens ont pris trop tardivement conscience à leurs dépens, sans savoir quelle réponse y apporter.

Du rôle des ONG occidentales dans ce contexte

Dans cette situation complexe, il paraît légitime de s'enquérir du futur des ONG occidentales présentes au Sahel. Même s'il est vrai qu'elles dépendent souvent de financements étatiques, la majorité des ONG occidentales disposent d'une grande autonomie d'action et sont loin d'être la simple extension de leurs gouvernements. Aussi, elles assument au Sahel une responsabilité importante et particulièrement inédite.

D'une part, partout où cela est encore possible, les ONG occidentales n'ont-elles pas le devoir moral de poursuivre avec leurs partenaires locaux leur action en faveur des populations et en particulier des enfants et des femmes qui sont les premières victimes de la crise sécuritaire ? Le cas échéant, il convient qu'elles adaptent leurs stratégies habituelles et qu'elles adoptent notamment une « *approche sensible aux conflits* » afin de s'assurer que leur action ne génère pas d'effet adverse au sein des communautés soutenues.

Ensuite, les ONG occidentales et leurs partenaires locaux ont sans doute un rôle significatif à jouer dans la prévention et la gestion des conflits. Dans le contexte de mouvements de populations et de tension sociale qui prévaut, il convient en effet de considérer les risques accrus de conflits intra et intercommunautaires ainsi que leur impact potentiel sur les populations. Une contribution à la mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des conflits devient donc indispensable.

Enfin, et c'est peut-être là le plus important, les ONG occidentales ont probablement un rôle à jouer pour maintenir les ponts tissés au fil des années avec les organisations de la société civile et les populations du Sahel. En effet, malgré les différences et les antagonismes qui ont fait jour dernièrement, la poursuite d'un dialogue est essentielle pour définir dans le respect mutuel la nature de nos relations et collaborations à venir sur la base d'un socle de valeurs communes ainsi que pour la conduite d'actions concertées face aux enjeux globaux tels que le changement climatique auxquels nous sommes tous confrontés. ☰

> Article mis à jour par l'auteur en avril 2024.

Rédaction : Olivier Genard

Les questions sont confrontantes : les Organisations non gouvernementales (ONG) actives en Afrique reproduisent-elles les mêmes erreurs que la colonisation, les mêmes inégalités ? Est-ce que les ONG, même aujourd'hui et malgré elles, créent de l'injustice ?

AFRIQUE DE L'OUEST

Un bouillonnement contre l'injustice

Sur la base des propos de Tocomo Sy, représentant Broederlijk Delen au Burkina Faso. Illustration de Carl Roosens

Ces questions ont été posées par Tocomo Sy, en mars 2024, lors de la présentation d'une étude « pour une implémentation du décolonial dans le secteur de la solidarité internationale »¹ qu'il a dirigée pour l'ONG belge Broederlijk Delen, dont il est le représentant au Burkina Faso. L'étude a été menée par trois experts de la Fondation AfricAvenir basée au Cameroun.

Ces soixante dernière années, après les indépendances, les relations de domination ont continué. L'Occident a été le bailleur de fonds principal des pays d'Afrique en posant des exigences.

Cette relation de domination post-coloniale est connue et largement documentée, mais pour accéder à cette connaissance il fallait souvent, depuis des décennies, être d'un niveau de culture et de formation relativement élevé. « Aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest, commente Tocomo Sy, il y a un nouveau bouillonnement, 70 millions de personnes s'informent sur les réseaux sociaux. Les jeunes se posent des questions : on vit l'insécurité, on ne peut plus se mouvoir, on n'a plus de libertés, les États et la communauté internationale ont failli. Il y a un mouvement de colère, de prise de conscience. La réflexion

décoloniale en soi, n'est pas neuve, mais elle a longtemps été cantonnée aux intellectuels, aux livres. Ce que l'on observe aujourd'hui est un mouvement beaucoup plus puissant dont la jeunesse s'est emparée à travers les réseaux sociaux. Il faut s'intéresser de près à cette jeunesse pour comprendre ce qui se passe. »

Lutte décoloniale ou partenariat décolonial ?

Des entretiens ont été menés avec des groupes de différentes origines. « On a interrogé des personnes âgées, des jeunes, des communautés locales, des ONG burkinabè et belges etc. On s'est vite rendu compte que pour des mots et des concepts écrits de la même manière, les compréhensions sont parfois tout à fait différentes... Par exemple, en Afrique, quand il est question de décolonial, il est souvent fait référence à la lutte, alors qu'en Europe on aura des considérations sur le partenariat égalitaire ».

Voici quelques résultats clés de l'étude, présentés par Tocomo Sy en mars 2024 :

1. Il y a encore du chemin à parcourir, même si les bonnes pratiques existent. On trouve sur le terrain des pratiques d'organisations qui ont une réelle volonté de changement. Mais on note de la suspicion du côté

¹ <https://broederlijkdelen.be/over-ons/broederlijk-delen-dekoloniseert>



« Ce que l'on observe aujourd'hui est un mouvement beaucoup plus puissant dont la jeunesse s'est emparée à travers les réseaux sociaux ».

Tocoma Sy

© Carl Roosens

africain, où beaucoup d'acteurs locaux se demandent si cette volonté n'est pas liée à un agenda caché de l'Occident, alors qu'en réalité c'est souvent au niveau de l'Afrique que le changement a été impulsé.

2. Les réflexions et les approches tenant compte des variants socioculturels de terrains restent encore assez faibles. Les concepts sont encore souvent trop occidentalocentrés.
3. Les partenaires africains sont des forces de proposition mais pas encore force de décision dans des actions conjointes. Ils sont libres d'écrire leur programmes selon leurs visions mais le problème advient au moment où il faut établir les budgets qui seront alors aménagés selon une logique et une vision occidentales.
4. Les acteurs classiques de la coopération évoluent dans une superstructure où ils n'ont pas facilement envie de laisser tomber leurs privilèges. C'est tout un système qui a été construit avec une vision très centralisée autour d'un savoir occidental.

Interviewé par Broederlijk Delen, Tocomá analyse² : « Il devrait être clair que la décolonisation ne consiste pas seulement à utiliser des mots différents, mais aussi à changer les structures et à agir en conséquence (...) La décolonisation est en fin de compte une question de changement systémique : changer l'équilibre des pouvoirs, mais aussi changer le rôle de l'école et du gouvernement. En accordant plus d'attention à la voix du peuple et en réduisant le nombre de règles écrites pour satisfaire les multinationales (...) Le résultat devrait être un système plus égalitaire et plus respectueux. Le pouvoir doit être redistribué. Nous devons nous comporter les uns envers les autres comme des partenaires égaux. »

5. Localement, il existe d'autres manières de penser les projets sociaux. Quand on évalue les niveaux de pauvreté, on utilise souvent le marqueur du dollar par jour... L'étude a rappelé qu'il existe des communautés qui vivent pendant six mois sans argent parce qu'elles ont leur propres ressources et font du troc entre elles... l'utilisation d'un indicateur monétaire est alors complètement faussée.

6. Les mots changent et évoluent : le mot bénéficiaire a complètement disparu du langage, parce qu'il n'est tout simplement pas correct : « On travaille avec des gens qui ont des savoirs, des gens qui produisent, qui ont travaillé depuis des générations dans l'agriculture, qui sont acteurs de changement et exigent d'autres façons de coopérer », précise Tocomá Sy.

Le mot développement est remis en question. L'Afrique est en retard ? Non, l'Afrique doit trouver son chemin... Ce n'est pas seulement une question de permettre ou d'interdire des mots ou des expressions mais surtout d'être dans une posture d'écoute active. On sent encore trop souvent cette omniprésence de domination inconsciente, là où on vous demande d'agir de telle ou telle manière, là où la personne ou l'institution qui formule cette demande partant de sa légitimité et de ses cadres de pensées n'a souvent pas conscience de la perpétuation du rapport de domination.

7. Les actions de solidarité internationale doivent tenir compte de l'évolution géopolitique d'un monde en pleine mutation. Ce qui se passe au niveau des Brics (Brésil, Russie, Inde et Chine) aura des conséquences, qu'on le veuille ou non... Le monde redevient multipolaire mais simultanément se pose la question : est-ce que ces pôles-là ne risquent pas de devenir un nouveau foyer de colonisation par la Chine, essentiellement ?

« Nous ne pouvons absolument pas nous replier sur nous-mêmes ».

Tocomá Sy

Tocomá Sy³ : « Nous devons nous préoccuper des « fake news » (...) Certains jeunes sont mal informés et ne savent pas toujours décrypter le vrai du faux. Ils voient les Russes comme des sauveurs (...). Les événements au Sahel, avec plusieurs coups d'État au Gabon et au Burkina Faso, entre autres, sont le résultat d'une élite militaire qui surfe sur le mécontentement social. »

Pour Tocomá Sy, la décolonisation signifie clairement qu'il faut chercher une autre façon de travailler. « Nous ne pouvons absolument pas nous replier sur nous-mêmes. Nous vivons tous sur la même planète Terre, nous devons donc continuer à dialoguer et à coopérer les uns avec les autres. (...) Au départ on est tous quelque part victimes parce qu'on a tous été conditionnés. Si on est dans ces réflexes hiérarchisés, c'est bien parce que depuis l'école on a été conditionnés et construits. Il n'y a pas besoin d'accuser des gens, mes collègues en Europe n'étaient pas là lors de la colonisation. On a tous hérités de cette superstructure, c'est à nous à nous poser les vraies questions sans filtre, sans haine, sans animosité pour pouvoir répondre collectivement. »

Rédaction : Pierre Coopman

2 <https://www.cidse.org/2024/02/20/change-is-afoot/>

3 <https://www.cidse.org/2024/02/20/change-is-afoot/>

Humundi en Afrique de l'Ouest

Une solidarité constante avec les **organisations paysannes**

Depuis les années 1980, Humundi (anciennement SOS Faim) est active dans trois pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Récemment, l'insécurité croissante et la présence de mouvements islamistes, au Mali et au Burkina Faso ont amené Humundi à s'adapter.

Au Sénégal, la Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (Fongs – Action paysanne) a été créée en 1976. Dès 1979, les membres de la Fongs ont été confrontés au désengagement de l'État et aux programmes d'ajustements structurels menés sous la conduite des institutions financières internationales. Dans ce contexte, les premiers appuis d'Humundi (anciennement SOS Faim) ont été économiques. Un fonds de garantie internationale a été mis en place pour permettre à des associations membres de la Fongs, sur base d'un maillage du territoire national, d'accéder à des crédits de banques sénégalaises. Cet outil innovant a été promu à l'époque par l'Union européenne (UE). Mais lors du bilan, de nombreux défauts de paiement ont été constatés.

Dans les années 1990, Humundi a animé, toujours avec l'appui de l'UE, un consortium européen qui soutenait un vaste programme de renforcement de capacités de la Fongs et de ses membres. Ce travail dans la durée a débouché sur des partenariats à trois « étages » : les associations locales affiliées à la Fongs, la fédération elle-même et ensuite, la faîtière des OP sénégalaises : le Conseil national de Concertation des Ruraux du Sénégal (CNCR).

Au Burkina Faso, la principale organisation paysanne, la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN), est le partenaire historique d'Humundi. Le partenariat s'est essentiellement construit autour d'un réseau de banques villageoises de céréales né dans la foulée des grandes sécheresses des années 1970 et 1980, répondant ainsi à des besoins vitaux des populations locales, faute de l'existence de services publics pour faire face. Le modèle a été renforcé à partir du début des années 2000, transformé en un réseau de Greniers de sécurité alimentaire (GSA). Les GSA se veulent également un outil de renforcement des capacités villageoises, de promotion de la femme et de diversification du régime alimentaire. Le réseau s'est mué en coopérative en 2016 : la coopérative Viim Baore constitue en quelque sorte le bras de sécurité alimentaire de la FNGN. Il y a plus de 300 greniers en activité pouvant desservir potentiellement plus de 330 000 habitants.

Le Mali : débuts de la microfinance

Au Mali, le chemin emprunté a été différent, puisque pendant les années 1980, Humundi, en association avec d'autres organisations européennes, a été à la base de la création du

principal réseau de mutuelles d'épargne et de crédit du Mali, Kafo Jiginew.

Humundi s'est ainsi positionnée comme une organisation innovante engagée dans les premières étapes de la microfinance en Afrique de l'Ouest. Cette initiative a au départ été lancée en collaboration avec le syndicat des producteurs de coton (Sycov). Depuis lors, Kafo Jiginew a ouvert son ancrage géographique vers les zones rizicoles, mais également vers la région de la capitale, Bamako.

Vers un réseau sous-régional d'organisations paysannes

Les deux partenaires d'Humundi au Sénégal (Fongs) et au Burkina Faso (FNGN) ont joué, à la fin des années 1990, un rôle moteur dans les réflexions qui ont abouti à la création du Roppa, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest. Au fil des ans, le Roppa est devenu un interlocuteur incontournable dans la discussion des politiques publiques agricoles à un niveau sous-régional. Humundi a été l'une des premières ONG à soutenir le Roppa, mais également ses coordinations nationales : le CNCR au Sénégal, la CNOP au Mali et la CPF au Burkina Faso. Actuellement, le Roppa et ses membres sont pleinement impliqués dans la défense d'un modèle agroécologique pour la sous-région.

L'obligation du « triple nexus »

Depuis quelques années, l'insécurité croissante et la présence de mouvements islamistes, au Mali et au Burkina Faso, ont amené Humundi à intégrer une nouvelle dimension dans son travail d'appui pour développer la résilience des populations locales, ce qu'on appelle le « triple nexus ». Le « triple nexus » associe humanitaire, développement et paix. Il s'agit de renforcer la cohérence et la complémentarité entre ces trois piliers pour réduire la vulnérabilité des populations, renforcer les capacités en gestion des risques et lutter contre les causes profondes des conflits. Cette stratégie est notamment mise en œuvre avec une ONG comme Apil (Association pour la promotion des initiatives locales) au Burkina Faso, où il y a près de 2 millions de déplacés internes. Cette approche résiliente avait de facto été « anticipée » avec la FNGN à partir des banques de céréales transformées en greniers de sécurité alimentaire. ☰

Rédaction : Marc Mees